



Déclaration pour dénoncer des disparitions et incarcérations abusives des militants FNL opérées par des Imbonerakure, milice du parti au pouvoir.

Au regard de la situation socio-politique et sécuritaire qui se détériore au jour le jour au Burundi, nul ne saurait rester mains croisées. Nous devons agir tant qu'il est temps car demain risque d'être trop tard! Comme à son habitude depuis un certain temps, le parti FNL se lève pour pointer du doigt les récentes dérives du système CNDD-FDD. Ainsi nous rendons publiques les éléments suivants, parmi tant d'autres, pour alerter une fois de plus la communauté tant nationale qu'internationale, afin qu'elle puisse agir à temps.

1. Ce n'est plus un secret pour personne. Le parti au pouvoir au Burundi, le Cnnd-Fdd s'est érigé en parti-Etat. Le dernier congrès de ce parti avait porté espoir dans les cœurs de certains burundais qui aspiraient à un changement au niveau même de la gouvernance politique du Cnnd-Fdd. Pourtant, force est de constater que ce parti de l'aigle s'est plutôt militarisé de plus belle. Tenez ! Depuis cette réorganisation (la prise du contrôle total du parti par le conseil des sages dont son président est Pierre Nkurunziza) du parti CNDD-FDD et la nomination de plusieurs militaires dans le bureau politique notamment la désignation du Général Ndayishimiye Evariste au titre de Secrétaire Général, la situation se dégrade de plus en plus. Déjà au mois de juin, Hon. Agathon Rwasa fut formellement signifié par le pouvoir qu'il lui est interdit d'effectuer des descentes sur le terrain pour rencontrer la population. Dès lors, nos sources nous avaient rapporté que le Général Evariste Ndayishimiye, chef de cabinet civil à l'époque a activement participé, à côté du ministre de l'Intérieur, ainsi que d'autres hauts gradés de l'armée et de la police travaillant à la présidence, dans des réunions de préparation de l'élimination du président du parti FNL. Ils étaient, ensemble avec le colonel Anastase Manirambona, membre de la Cour militaire jusqu'à sa nomination au poste de chef de l'idéologie du parti au pouvoir, mandaté pour coordonner et encadrer les actions de la milice Imbonerakure, procéder à l'éradication du FNL et à l'élimination physique de son président, S.E Agathon RWASA.
2. Nous avons été consternés d'entendre le Général Ndayishimiye sur les ondes de la radio Isanganiro en date du 29 août 2016 (<http://www.isanganiro.org/spip.php?article11632>), nier l'évidence. C'est une honte d'entendre de la bouche d'une autorité de son rang que Hon. Rwasa n'est pas le patron des FNL. Qu'en est-il alors de la déclaration de Gélase Ndabirabe au

Groupe de presse Iwacu dans la revue du 25 avril 2016? Il affirmait pourtant que Hon. Rwasa a des militants qu'il rencontre régulièrement au cours de ses descentes sur terrain pour justifier qu'au Burundi, il y a une liberté politique. Le général Ndayishimiye devrait arrêter de se faire trop de mal en confondant les missions du parti avec celles du gouvernement, car ce n'est pas à lui qu'incombe la responsabilité de désigner qui dirige qui ou quoi. Il devrait aussi savoir que S.E. Agathon RWASA, en sa qualité de « Représentant du peuple », a le droit et surtout le devoir de plaider en faveur de tout citoyen, qu'il soit militant ou pas, contre les dérives de cette milice imbonerakure. Au minimum, le Général Ndayishimiye aurait pu constater déjà, quand il était encore conseiller à la Présidence de la République, que lors de la visite au mois de février de S.E. Baan Ki Moon, ce dernier a invité S.E. Agathon Rwasa à participer à la réunion des présidents des principaux partis politiques en tant que président du parti FNL! Et si Hon Rwasa Agathon est incontestablement le chef de l'opposition comme le pouvoir l'affirme aussi, l'est-il alors sans structure politique et sans militants derrière lui? C'est cette cacophonie devenue mode de gouvernance du système CNDD-FDD que notre République va mal! Empêcher un représentant du peuple de rencontrer la population, n'est-il pas un rétrécissement de l'espace politique, une atteinte grave aux libertés politiques et civiles envers les opposants? Hon. Rwasa est sans équivoque le chef des FNL, n'en déplaise au régime de Bujumbura. Plutôt, comme ses prédécesseurs, le parti CNDD-FDD devrait se rendre à l'évidence et comprendre que ce ne pas en remplaçant l'équipe de civils de Nyabenda Pascal par le groupe des militaires qu'il viendra à bout de notre combat politique entamé depuis plus de trente six ans.

3. Tant qu'il y aura cette mascarade de violences initiée par le parti au pouvoir, orchestrée par la police et appuyée par la milice « **Imbonerakure** », nous ne nous lasserons jamais de dénoncer! Ils s'en prennent indistinctement à tous les militants FNL qui se réclament derrière S.E. Agathon Rwasa. Ainsi, la tentative d'arrestation de Harimenshi Alexandre, natif de la colline Buhomba, à Maramvya de la commune Mutimbuzi, un militant fervent du FNL, habitant à la 8ème Avenue, en date du 25 août 2016, a failli tourner au drame. Un groupe de miliciens Imbonerakure de la localité dont Ferdinand Sindayigaya, un frère du chef de zone de cette localité, accompagné d'un certain Musafiri et Mafyeri, assassin en septembre 2014 à Gatumba d'un membre FNL Déo Barakekenwa. Pour rappel, Mafyeri est le neveu de Sixbert Musavyi, ancien chef de services de renseignements dans Bujumbura rural. Ces auteurs de trouble ci-haut cités ont tenté d'arrêter Harimenshi Alexandre lorsqu'il rentrait à son domicile en provenance de son lieu de travail, où il fabrique quotidiennement des briques. La population des alentours lui est venue au secours, et il en a profité pour s'en fuir. C'est au moment où il fuyait que Musafiri a tenté de lui lancer une grenade. Heureusement, elle ne l'a pas atteint. La suite fut désastreuse. 24 membres FNL sont arrêtés, des maisons des FNL sont saccagées et incendiées, le marché de Maramvya est pillé et incendié. Jusqu'à

présent, nous ne connaissons pas où se trouvent Alexandre et Ngomirakiza Elie, membre aussi du FNL. La maison de Maregeya Christophe, accusé d'avoir accordé une interview à la radio isanganiro, est détruite par cette même bande d'imbonerakure, supervisée par le chef de Zone.

4. D'autres cas similaires sont signalés à travers tout le pays, notamment à Gashikanwa, en province de NGOZI; à Karusi, en commune de Gihogazi où ceux qui avaient été récemment relâchés, ont été de nouveau interpellés, d'autres harcelés et menacés par cette milice. Des arrestations en cascade sont également signalées à l'est du pays notamment en province Ruyigi et Cankuzo. Le bilan de ces arrestations dans les deux provinces est lourd. En date du 31 août 2016 déjà, Jonas Mugara, président du FNL en commune Gisagara de la commune Cankuzo a été attaqué chez lui sous l'injonction du gouverneur de province. Toutefois, il a réussi à s'en fuir, menottes à la main. Sa maison et son magasin seront pillés par des jeunes imbonerakure qui, par la suite ont procédé à l'arrestation de cinq membres FNL : Singirankabo Joachin, Kabari isaac, Nyawenda Jérémie, Nyamweru Suavis et Niyongabo Cyrile. Dans la province de Bujumbura communément appelée rural, plus précisément dans la commune Mubimbi, MMs Havyarimana André et Habonimana Augustin ont subi le même sort. En outre, Niyonzima Innocent, natif de Nyambuye en commune Isale, membre du comité du MJP (mouvement pour la jeunesse du parti) et enseignant au lycée de Rushubi a été arrêté à Kamenge par des jeunes imbonerakure. Dès lors, ni sa famille, ni son parti, personne ne sait où il est incarcéré ou s'il est encore en vie, malgré de nombreuses recherches effectuées depuis sa disparition en date du 27 août 2016. De telles disparitions nous interpellent et nous rappellent tristement le plan « Safisha » initié depuis 2010 par le pouvoir de Bujumbura pour ôter la vie à toute personne dont le seul péché est d'être membre du parti FNL. A l'époque, nos militants étaient arrêtés à leur domicile, au lieu du travail, dans les rues, sur les collines, etc., et étaient retrouvés morts, décapités, puis jetés dans les différentes rivières du pays.
5. Toutes ces opérations d'assassinat, d'arrestation, d'intimidation sont conduites souvent par le trio imbonerakure-police-administration, suivant des modes d'emploi quasi similaires, ce qui nous laisse à confirmer que loin d'une coïncidence, toutes ces opérations sont bien planifiées par un commando bien organisé à la tête de l'Etat. Ces violences sont décriées par des organisations nationales et internationales comme les Nations Unies. Aujourd'hui cette même milice est annoncée au Gabon, comme l'indique l'avocat français, Me Robert Boungi sur ITELE. Et si l'information est vérifiée, la communauté internationale devrait comprendre que le phénomène imbonerakure dépasse nos frontières et qu'il risque de porter préjudice à tout le continent, et ainsi trouver des moyens de l'en empêcher avant qu'il ne soit trop tard.
6. Depuis toutes les législatures du CNDD-FDD, les Burundais et toute la communauté internationale assistent impuissamment à cette violence atroce que les FNL subissent. Depuis plus d'une année, nous constatons une escalade de violence

sans précédent dans notre pays. Nous allons toujours dénoncer toutes ces arrestations arbitraires, les tortures, les exécutions extra-judiciaires et autres sévices de toute sorte dont souffrent la grande majorité de la population non acquise à ce troisième mandat illégal et maudit.

Malgré tout ce que nous subissons, nous rappelons encore une fois que notre politique n'a pas changé. Elle est et reste celle de rassembler tous les citoyens burundais pour pouvoir lutter efficacement envers toute forme de dictature quelle qu'elle soit et quel qu'en soient les auteurs, sans distinction de région, d'ethnie, de religion ou toute autre considération. Oter la vie à de paisibles citoyens est tout simplement regrettable. Il est à dénoncer et à décourager. Nous avons été les premiers à nous positionner pour défendre les droits à la liberté d'expression et d'opinion, à la vie, et au respect de la personne humaine dans son intégralité. Aujourd'hui plus que jamais, nous restons attachés à ces principes qui nous sont bien chers et n'entendons pas reculer.

Nous ne saurions terminer sans lancer un appel vibrant au pouvoir, à cette police qui se laisse abusée et à cette milice acquise à l'idéologie de la violence, de changer de cap et d'utiliser leur énergie à œuvrer pour la bonne cause : celle de la paix des Burundais ! Nous demandons à nos militants et au peuple burundais de rester sereins et unis, et éviter de tomber dans le piège de la provocation.

Nous invitons par la même occasion toute la communauté internationale à vite venir à la rescousse d'un peuple qui succombe sous la dictature sans nom du régime CNDD-FDD qui s'est installé depuis 2005 au Burundi. Les Nations Unies devraient, sans tarder, appliquer la résolution 2303 qui autorise une police onusienne de 228 hommes même si c'est un nombre insuffisant, mais tout au moins qui pourrait dissuader les fauteurs de troubles et rassurer les masses paysannes sous menace permanente des imbonerakure.

Fait à Bujumbura, le 2 septembre 2016,

Pour le parti FNL
Aimé Magera, porte parole